



Notre réf.: WDS/PWS/WMO-RAA/CAP-JSO

GENÈVE, le 14 août 2012

Annexe: 1 (disponible en anglais seulement)

Objet: Assistance concernant le Registre des autorités chargées des messages d'alerte dans les pays Membres de l'OMM et offre «Jump-Start» pour l'application du Protocole d'alerte commun (PAC)

- Suite à donner: 1) Mettre à jour les entrées du registre qui concernent votre pays;
- 2) Envisager d'accepter l'offre de services d'expert gratuits pour l'application de la norme PAC.

Madame, Monsieur,

Comme vous le savez sans doute, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a entrepris d'établir en janvier 2010, un Registre des autorités chargées des messages d'alerte dans les pays Membres de l'OMM essentiellement dans le but de fournir aux autorités compétentes, aux responsables de la gestion des situations d'urgence, aux médias et aux autres intermédiaires un registre officiel des organismes habilités à diffuser des messages d'alerte, auquel ils pourraient se référer régulièrement durant les opérations. Cette entreprise devrait se révéler particulièrement utile lorsqu'il s'agit d'avertir des intermédiaires tels que Google et d'autres agrégateurs d'alertes en ligne ainsi que les médias, qui jouent un rôle de plus en plus important dans la diffusion de messages d'alerte, mais qui n'ont pas nécessairement de contacts réguliers avec les autorités locales compétentes. Ce registre, qui émane du Programme OMM des services météorologiques destinés au public, vise pour une part importante à assurer par une seule et même voie la diffusion des avis, objectif prioritaire que se sont fixé les Membres de l'OMM. Il peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.wmo.int/alertingorg>.

Certains Membres de l'OMM ont pris l'initiative de désigner un éditeur pour les entrées du registre les concernant, mais, à ce jour, nombreux sont ceux qui n'ont pas encore actualisé le registre. Au cours des prochains mois, M. Eliot Christian, expert bien au fait du Protocole d'alerte commun (PAC), travaillera en tant que conseiller en la matière dans le cadre du Programme des services météorologiques destinés au public. À ce titre, il contactera les Membres de l'OMM par courrier électronique et/ou par téléphone pour les aider à mettre à jour les entrées du registre. Je vous serais obligé de lui offrir la collaboration nécessaire pour lui permettre de seconder votre Service.

Aux: Représentants permanents (ou directeurs des Services météorologiques ou hydrométéorologiques) des Membres de l'OMM (PR-6659)

cc: Conseillers en hydrologie auprès des représentants permanents )  
Présidents des conseils régionaux ) (pour information)  
Présidents des commissions techniques )

Un autre aspect de la question est à considérer: l'aide à apporter pour l'application du Protocole d'alerte commun. Le PAC est une norme internationale pour les alertes d'urgence et la mise en garde du public. Il est conçu pour les alertes «tous risques» en cas de phénomènes météorologiques extrêmes – tremblements de terre, tsunamis, éruptions volcaniques – d'épidémies, de pannes d'électricité, parmi bien d'autres situations d'urgence. Il est aussi conçu pour tous les médias, notamment les moyens de communication tels que les sirènes, les téléphones cellulaires, le fax, la radio, la télévision, sans parler d'autres réseaux de communication numériques via internet. Le PAC permet la diffusion simultanée de messages d'alerte, quelle que soit la situation d'urgence, sur une multitude de systèmes, ce qui accroît l'efficacité des alertes tout en simplifiant les opérations.

Nous tenons à vous informer que l'OMM collabore avec l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour promouvoir le PAC en tant que norme de base pour la diffusion de messages d'alerte à l'échelle mondiale. En 2007, le Congrès météorologique mondial avait prié le Secrétaire général d'améliorer l'échange de données et de produits hautement prioritaires à l'appui d'un réseau virtuel multidanger. En 2008 et 2009, le Conseil exécutif de l'OMM a demandé à la Commission des systèmes de base (CSB) d'assurer sans tarder le suivi de la mise en œuvre du PAC et il a invité le Secrétariat ainsi que l'ensemble des Membres et des conseils régionaux à ne ménager aucun effort pour mettre en place le PAC dans l'intérêt de toutes les communautés d'utilisateurs.

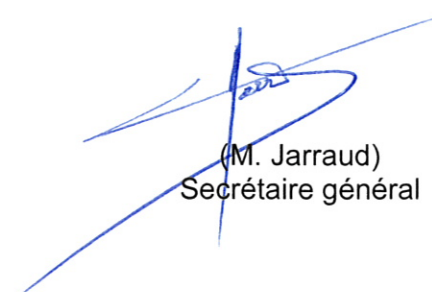
Grâce à l'offre «Jump-Start» pour le PAC, les Membres de l'Organisation peuvent désormais demander que des experts en la matière leur fournissent gratuitement conseils et assistance sur les plans stratégique, opérationnel et/ou technique. Cette offre permet aussi de rencontrer sur place le personnel et les fournisseurs de technologie. Il s'agirait d'aider les autorités compétentes à émettre des avis d'alerte selon le format PAC pour tous les risques, à diffuser selon ce même format et par de multiples moyens des messages d'alerte destinés au public, et à partager les informations avec d'autres utilisateurs. Les experts connaissant bien le Protocole sont des bénévoles provenant d'autres organisations qui ont mis en œuvre le PAC. Les services de consultation qu'ils fournissent ne sont pas à la charge des pays hôtes, les Membres concernés de l'OMM n'ayant à assumer que les frais de voyage des experts. En ce qui concerne les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA), l'OMM peut envisager, sur demande et au cas par cas, de couvrir les frais de voyage. Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'offre «Jump-Start» dans la brochure jointe à la présente lettre. Nous avons le plaisir de vous informer que la traduction de cette publication en arabe, espagnol, français et russe est actuellement en cours et que les différentes versions seront disponibles en temps voulu. Pour l'heure, la version anglaise peut être consultée sur le site Web de l'OMM à l'adresse suivante:

[http://www.wmo.int/pages/prog/amp/pwsp/publicationsguidelines\\_en.htm](http://www.wmo.int/pages/prog/amp/pwsp/publicationsguidelines_en.htm)

Si vous souhaitez qu'un expert se rende dans votre Service pour vous aider à mettre en œuvre le PAC, veuillez contacter Mme Haleh Kootval, responsable du Programme des services météorologiques destinés au public, par courrier électronique à l'adresse: [HKootval@wmo.int](mailto:HKootval@wmo.int).

Par ces offres d'assistance, le Secrétariat de l'OMM espère aider les Membres à renforcer leurs programmes de diffusion d'informations et d'alertes officielles à l'intention des autorités compétentes et des responsables de la gestion des urgences, pour leur permettre finalement d'accomplir leur mission qui est de protéger les personnes et les biens.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.



(M. Jarraud)  
Secrétaire général

5. Implement a CAP-based alert source;
6. Publish a CAP alert news feed;
7. Register an Alerting Authority;
8. Choose an internet host for sources and feeds;
9. Consider other interfaces for CAP dissemination; and,
10. Develop Public Outreach and Education.

## HOW TO SCHEDULE A VISIT

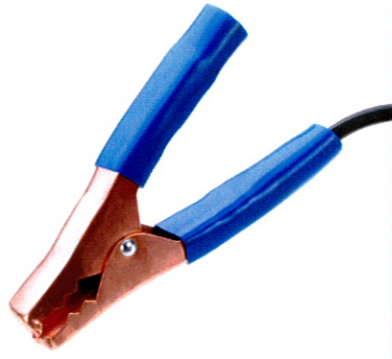
If you would like to have one or more of the CAP experts visit you to help with the implementation of CAP, please contact Ms Haleh Kootval, Chief, Public Weather Services Programme by e-mail at: ([HKootval@wmo.int](mailto:HKootval@wmo.int)).

In general, requests will be considered on a first in basis. For developing and least developed countries, WMO and ITU-D may consider funding the experts' travel costs, through their usual procedures.

## COMMON ALERTING PROTOCOL (CAP) JUMP-START OFFER FREE CONSULTING VISITS OF CAP EXPERTS



P-WDS\_121062



Public Weather Services Division  
**c/o World Meteorological Organization**  
 7 bis, avenue de la Paix  
 P.O. Box 2300 – CH 1211 Geneva 2  
 Switzerland  
 Tel.: +41 (0) 22 730 83 33 – Fax: + 41 (0) 22 730 80 21  
 E-mail: [hkootval@wmo.int](mailto:hkootval@wmo.int)  
 Website: [www.wmo.int](http://www.wmo.int)



**World  
 Meteorological  
 Organization**  
 Weather · Climate · Water

## THE OFFER

The World Meteorological Organization (WMO), through the Public Weather Services (PWS) Programme, is offering expert assistance to National Meteorological and Hydrological Services (NMHSs) on how to implement the Common Alerting Protocol (CAP) Standard. The CAP experts provide direct support at the strategic, operational, or technical levels. They also meet with the NMHSs staff, and technology providers as well as other official alerting authorities identified by the host Member to offer hands-on support. There is no charge paid for the CAP experts' time; only their travel expenses are to be provided by the host Member, or by WMO, where such arrangements are made.

## WHAT IS THE CAP STANDARD?

CAP is an international standard format for emergency alerting and public warning. It is designed for "all-hazards", related to weather events, earthquakes, tsunami, volcanoes, public health, power outages,

and many other emergencies. CAP is also designed for "all-media", including communications media ranging from sirens to cell phones, faxes, radio, television, and various digital communication networks based on the Internet. The CAP format enables simultaneous communication of alerts for any kind of emergency over many different alerting systems, thus increasing effectiveness while simplifying the alerting task.

## WHAT IS AN OFFICIAL ALERTING AUTHORITY?

An official alerting authority could be an NMHS or any other nationally authorized organization. WMO Members should also list these authorities in the "Register of Alerting Authorities" established by WMO and ITU. Permanent Representatives (PRs) of Member countries with WMO designate an editor to maintain their register entries, as described at the following weblink: <http://www.wmo.int/alertingorg>.

## HOW WILL CAP BENEFIT AN ALERTING AUTHORITY?

Because CAP can replace single-purpose interfaces between alert sources and dissemination media, CAP serves as a "universal adaptor" for alert messages. With CAP, an alert sender can activate multiple warning systems with a single input and emergency managers can compile diverse alert sources for situational awareness.

## OBJECTIVES OF THE CAP JUMPSTART

An alerting authority will receive expert advice and assistance on implementing CAP in its particular situation, and so become part of the international movement toward standards-based, all-hazards, all-media alerting. An alerting authority should be able to: 1.) originate alerts in CAP format for any kind of hazard;

2.) disseminate alerts in CAP format to the public via multiple delivery means; and, 3.) share alert information in CAP format with others.

Specific objectives of the CAP Jump-Start visit will be agreed among the host and the invited experts. These objectives may include:

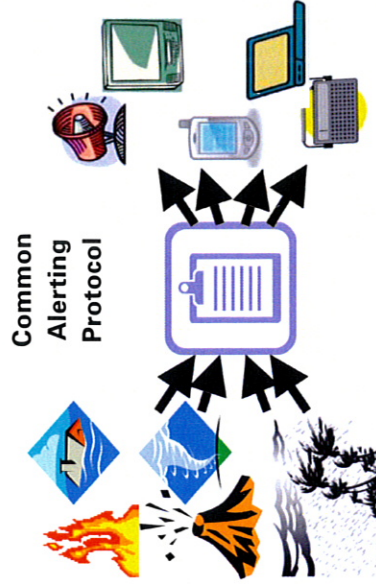
- Understanding of the CAP standard and how it serves interoperability goals;
- Getting and displaying CAP alerts already offered by other alerting authorities and aggregators;
- Making and validating new CAP alerts;
- Disseminating CAP alerts via traditional methods, the Internet, and new media; and,
- Considering policy issues as alerting becomes increasingly global, all-media, and all-hazard.

Implementation of CAP by official alerting authorities is promoted by the International Telecommunication Union (ITU) and the World Meteorological Organization (WMO), among many other international organizations and agencies.

## TYPICAL ACTIONS

Here are ten typical actions for an alerting authority on the way to implementing CAP:

1. Learn some basics about CAP;
2. Use existing CAP sources;
3. Consider tools to convert inputs into CAP;
4. Acquire CAP-enabled mapping tools;



CAP serves as a "universal adaptor" for alert messages